

GAZ DE SCHISTE

Comment mettre en danger les prochaines générations

Le gouvernement algérien est-il fondé à considérer que l'exploitation des gaz de schiste se situe dans le domaine ordinaire de la valorisation des hydrocarbures ? Ce choix est-il le seul qui s'offre à nous ? Le bien-être de nos générations actuelles justifie-t-il jusqu'à la mise en péril des générations futures ?

Finis les contrats à long terme

La seule exploitation des gaz de schiste en Amérique du Nord a réduit à néant les ambitions algériennes d'exportation de GNL vers ce marché. Pire, très rapidement, l'offre excédentaire, qui va grandissante sur le marché nord-américain, déstabilise les marchés asiatique et européen. Elle a entraîné l'effondrement des prix du gaz sur les marchés spots. Le différentiel de prix, entre les marchés spots et ceux liés aux contrats à long terme, amène les pays consommateurs à ne prélever que les quantités minimales prévues dans ces contrats. La reconduction même de ces contrats à long terme est compromise. Dans ce contexte, l'éventualité de développement de l'exploitation des gaz non-conventionnels en Europe ou dans sa périphérie est annonciatrice d'une instabilité durable des marchés gaziers et d'une grande volatilité des prix.

Les partenariats construits sur la base des contrats à long terme engageant les pays producteurs et les pays consommateurs semblent arriver à leur terme. Dans le cas de l'Algérie,

l'adaptation à la nouvelle situation qu'envisagent les pouvoirs publics est celle de l'exploitation du potentiel algérien en gaz non-conventionnel.

Fuite en avant

Obstinément, le pouvoir algérien tente de camoufler la gravité de la situation et d'éluider tout débat sur la question. Il se retrouve dans la posture d'un babin qui se sent sur le point d'être confondu pour un gros larcin, tente maladroitement de masquer son forfait. Même à s'enfoncer plus, seul lui importe de ne pas être démasqué.

Après avoir empilé une série de plans pharaoniques de «développement», l'Algérie se découvre avoir fait du sur-place, ou même avoir régressé, par rapport à la situation qui était la sienne en 1986. Grande fragilité, extrême dépendance à ses exportations d'hydrocarbures, absence de diversification de son économie, poids exorbitant de ses importations en biens de consommation, un fiasco. Mais, il n'est pas question pour le pouvoir en place de marquer une halte, de chercher des solutions en mobilisant les

compétences nationales, de faire le point et d'affiner le diagnostic. Sauver les apparences et maintenir l'illusion d'une gestion nationale, voilà tout ce qui semble compter à ses yeux.

Alors que l'Algérie pâtit déjà des répercussions de l'exploitation nord-américaine des Shale Gas, voilà qu'elle s'engage à son tour dans leur exploitation. Certes, en comptabilisant cette ressource, l'Algérie multiplie, au moins, par quatre ses réserves de gaz. Mais, par combien contribuera-t-elle à en diviser le prix du gaz ? Au bout du compte, quelles sont les chances pour l'Algérie de maintenir ses revenus gaziers aux niveaux actuels ? Très minces, sinon inexistantes. Même au prix du sacrifice des ressources hydriques du Sahara. L'exploitation des gaz de schiste est non seulement une rustine dérisoire, mais c'est une rustine dérisoire et empoisonnée.

Un nouveau partenariat durable

De nombreuses questions se posent et restent sans réponses. L'effondrement prévisible du partenariat gazier avec l'Europe doit-il pousser l'Algérie à considérer le gaz comme la seule richesse de son Sahara ? Doit-elle, comme elle le fait, emboîter le pas aux Nord-Américains et exploiter

son potentiel de gaz de schiste au détriment de la préservation de la gigantesque nappe aquifère albienne ? L'effondrement du partenariat gazier est-il la seule donne géostratégique, ou géo-énergétique, qui doit sous-tendre les choix algériens ?

Dans la phase énergétique actuelle, celle d'une quête d'une transition vers un mix énergétique dominé par les sources durables, le pari n'est-il pas celui d'un nouveau partenariat basé sur le développement d'énergies renouvelables ? N'y a-t-il pas dans cette perspective un intérêt commun, algéro-européen, de ne pas se soumettre à l'offensive américaine, et à gérer avantageusement les mutations rapides du marché gazier ? L'intégration, à l'échelle méditerranéenne, de la question gazière dans la problématique globale de la transition énergétique peut s'avérer mutuellement avantageuse. L'Algérie peut y gagner un maintien relatif du prix de son gaz, et l'Europe aura la garantie de l'établissement d'un partenariat durable qui lui garantit, en matière d'approvisionnement en électricité, de bénéficier des avantages exceptionnels dont dispose l'Algérie.

C'est un projet colossal, qui devra être mené sur plusieurs décennies. Il se décline sur divers plans qui touchent à la formation universitaire et professionnelle, au domaine de la

Par Mohand Bakir

recherche scientifique et du partenariat technologique, à la diversification et à la densification des tissus industriels, à la qualité et à la fiabilité des réseaux de transport électrique, à la diversité et à la complémentarité des ressources énergétiques à développer,....

Générations visionnaires ou parasites ?

L'éventualité de la mise en exploitation des gaz de schiste tient plus des atavismes rentiers du système que d'une véritable réflexion sur le devenir national et notre insertion dans l'économie mondiale. Si l'exploitation des gaz de schiste est mise en œuvre, les générations actuelles scelleront, définitivement, leur image de générations parasites qui auront dilapidé le capital qu'il leur revenait de fructifier à leur bénéfice et à celui des générations futures. L'image de générations qui auront vécu au-dessus de leurs moyens, dans la pure tradition bédouine de tarissement des ressources d'un campement avant d'aller dévaster un autre emplacement. Seulement dans le cas des nations, la mentalité bédouine est suicidaire, elle condamne à l'effondrement et à la disparition, parce qu'une nation ne peut changer de territoire.

M. B.

Quand le FLN...

A la suite de l'article «Quand le FLN virait les compétences !» de Mehdi Mehenni paru au bas de la page 5 dans Le Soir d'Algérie du 19 septembre, certaines précisions gagneraient à être connues de vos lecteurs.

1°/ Suite à un communiqué du BP du FLN paru dans *El Moudjahid*, organe central du parti FLN (n°130 du 1^{er} juin 1963) et «Dans le cadre de la réorganisation de la presse du parti FLN», Salah Louanchi, directeur depuis juillet 1962 d'*Al Chaâb*, cède son fauteuil à Abdelaziz Zerdani qui le cédera lui-même plus tard le 31 octobre 1963 à Djamil Bendimered.

Jacques Vergès, Djamil Bouhired et Zohra Drif co-directeurs de *Révolution Africaine* depuis février 1963 cèdent leur fauteuil à Mohamed Harbi qui le cédera lui-même plus tard le 24 septembre 1964 à Amar Ouzeguane.

2°/ Salah Louanchi a été élu député de Tizi Ouzou à la suite des élections du

20 septembre 1962. A l'Assemblée nationale constituante, il a été membre de la commission de la législation.

Dès le 8 janvier 1964, il fera partie de la commission de préparation du congrès du FLN et particulièrement de la sous-commission chargée des problèmes économiques et sociaux et dont il fut le rapporteur.

Il fut par ailleurs membre du Comité central du FLN et l'un des responsables de la Commission centrale d'orientation (CCO).

3°/ Le 2 décembre 1964, Salah Louanchi est promu directeur général de l'information (DGI) à la présidence de la République avec rang de ministre, le poste de ministre de l'Information avait été supprimé dans le gouvernement Ben Bella du 2 décembre 1964.

La passation des pouvoirs entre le ministre de l'Orientation, M. Cherif Belkacem, dont dépendait l'information et la direction générale de l'information, eut lieu le 16 décembre 1964.

4°/ Parallèlement à ses tâches à la

DGI, Salah Louanchi continuera à participer à la préparation et à l'élaboration des comités centraux de février et juin 1965.

C'est lui qui rédigea le discours pour Ben Bella le 1^{er} Mai 1965 pour la fête du travail.

5°/ Le 19 juin 1965, Salah Louanchi, alors vice-président de l'Assemblée nationale, va se «planquer». Il réapparaîtra le 14 juillet 1965 pour la «passation» des consignes avec le nouveau ministre de l'Information, Bachir Boumaza.

6°/ Salah Louanchi tenait à protéger les journalistes. C'est lui qui prit l'initiative, le 22 septembre 1962, de créer le Syndicat des journalistes algériens (SJA). Il mit sur pied le comité composé de M'hamed Ben Mehal pour l'APS, Larbi Bessaï et Mahmoud Djillali pour la RTA, Mohamed El Mili pour *El Moudjahid*, organe central du FLN, Boualem Khalfa pour *Alger Républicain*, Salah Louanchi et Serge Michel pour *Al Chaâb*.

Par Youcef Ferhi (*)

7°/ La dernière image que j'ai gardée de Salah Louanchi est celle d'un militant sincère du FLN qui était revenu au parti du FLN d'abord comme secrétaire du Comité central du FLN en 1979, puis comme membre du secrétariat permanent du Comité central chargé de la commission des finances.

Salah Louanchi et Serge Michel, deux grands frères qui m'ont aidé à faire mes premiers pas dans le dédale de l'information.

L'ingratitude semble faire partie de nos gènes. Quand vous êtes en haut, on vous adule, on vous envie. Dès que vous descendez du piédestal, malheur à vous, c'est l'oubli total pour ne pas dire le mépris total !

Y. F.

(*) A participé à la création, en 1962, d'*Al Chaâb*, en 1964 d'*Alger ce soir* et fondateur en 1965 d'*Algérie Actualité*.